

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Eligibilité du Togo au MCC :
Les points focaux appelés à jouer leur partition pour un processus plus participatif P.4

La diplomatie de Faure Gnassingbé en marche :
Après des accords économiques en Egypte, le gouvernement obtient un prêt du Japon pour l'aménagement du port de pêche



Faure Gnassingbé (g) et son homologue égyptien Abdel-Fattah Al-Sisi (dt)

P.3

Amélioration du climat des affaires :
Le Togo " bon élève " reçoit une mission du Doing P.7
Business à partir du 18 avril



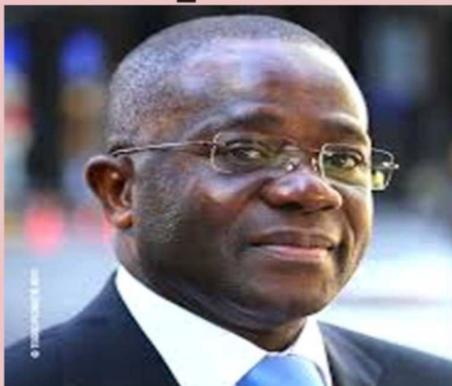
Selom Komi Klassou, Chef du Gouvernement

La crise au CAR, une certification de plus d'une opposition sans aucun crédit:
Me Dodzi Apévon sur les traces de Jean-Pierre Fabre ? P.5



Me Apévon Dodzi (CAR) Jean-Pierre Fabre (ANC)

Kodjo Menan provisoirement libre :
Une libération qui n'est en rien liée à sa proximité avec Victoire Dogbé



Kodjo Menan



Mme Victoire Dogbé

Arrêté au cours du week-end pascal dans une affaire de malversations financières dans la rénovation du bâtiment de l'Etat à New York, Kodjo Menan, ancien ambassadeur du Togo aux nations-unies a été libéré, il y a quelques jours. Champion en spéculations et en diffusion d'informations sans recoupements, une certaine presse trouve déjà un bouc émissaire dans cette libération et, du coup, un doigt accusateur est pointé sur ... **Suite P3**

Miss Togo 2015 :
Gaëlle Akou Yayra Adzoh poursuit son œuvre visant à sortir les femmes de la " tutelle des hommes " P.6



La table d'honneur lors de la conférence de presse

A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ÉTAT**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



ESMC
ENTREPRISE SOCIALE DE MARCHÉ COMMUN
Conseil en Organisation des Affaires Commerciales, Recherche & Développement de logiciels, Exploitation du Progiciel MCNP, Commerce sur Internet
RCCM N° : TG-LOME 2014 B 514 - N°FISCAL 1455870 - N°CNC5 42425

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la réalisation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) notamment l'objectif 1: « *éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde* » et l'objectif 8: « *promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un vrai travail décent pour tous* », l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) a mis en place l'outil progiciel **MCNP** pour l'exécution de ces ODD à l'horizon 2030.

Pour ce faire un appel à candidature est lancé par l'ESMC à toute personne physique pour le recrutement des « *intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte* » dont la mission consiste à :

- Exécuter les souscriptions aux Comptes Marchands et aux Bons de Consommation pour soi et pour tiers.
- Exécuter l'activation pour tous (ouverture de Comptes Marchands pour soi et pour tiers).

Conditions à remplir :

- Souscrire soi-même au Compte Marchand et à 10 Comptes pour tiers au montant de vingt-six mille huit cent soixante-quinze francs CFA (26.875 F CFA),
 - Remplir le formulaire de l'offre d'emploi « *d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte* »,
 - Maîtriser l'outil informatique,
 - Parler couramment le français et une langue de la localité d'affectation,
 - Bien maîtriser la localité d'affectation.
- * **NB : Disposer d'un ordinateur ou d'une tablette, d'une moto avec une visite technique, d'une assurance moto à jour et d'un permis de conduire est un atout majeur.**

L'inscription est ouverte sur le site www.esmcgacsource.com/inscription autonome offreur d'emploi *d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte*.

Pour d'amples informations et pour la souscription appeler les numéros suivants : + (228) 93 6662 75 / 96 00 11 85.

La diplomatie de Faure Gnassingbé en marche :

Après des accords économiques en Egypte, le gouvernement obtient un prêt du Japon pour l'aménagement du port de pêche

Engagé depuis belle lurette à offrir à chaque citoyen togolais un meilleur cadre de vie pour leur développement et leur épanouissement, Faure Gnassingbé et son gouvernement, ne cessent d'orienter leur politique vers la recherche de partenariat, à travers la consolidation de liens bilatéraux, en vue du financement des projets sociaux pour le bien-être des populations.

Ainsi, quelques jours seulement après la clôture de la rencontre dénommée " Printemps de la coopération germano-togolaise " initiée par le ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine pour célébrer l'excellente relation entre la République d'Allemagne et le Togo, Faure Gnassingbé a effectué en début de semaine une visite officielle en Egypte.

L'objectif de cette visite était de discuter avec son homologue Abdel-Fattah Al-Sisi sur les questions de coopération entre les deux grandes Nations, et surtout des défis sécuritaires au moment où l'Afrique de l'Ouest est confrontée à une puissante vague de terrorisme, dont les auteurs se



Le Président Faure Gnassingbé (g) chez son homologue égyptien, Abdel-Fattah Al-Sisi (dt)

réclament d'être des islamistes.

Au cours de cette visite, Faure Gnassingbé a eu l'occasion de rencontrer les responsables de l'African Export-Import Bank (AFREXIMBANK), la plus grande institution financière panafricaine multilatérale spécialisée dans le commerce entre l'Afrique et les autres régions du monde, ainsi que la Fédération égyptienne des industries et les hommes d'affaires égyptiens.

Devant ces hommes et femmes,

Faure Gnassingbé a personnellement étalé sa vision pour faire relever dans les prochaines années, le taux des échanges commerciaux entre l'Egypte et le Togo à travers la mise en commun des richesses minières togolaises et les technologies égyptiennes, ceci, à travers la transformation des matières premières.

" Le Togo est un pays producteur de phosphate qui est notre principale richesse minière et pourtant, nous sommes l'un des rares pays au monde



Echange de documents entre Yukuo Murata (d) et Kossi Assimaïdou (dt)

à vendre le phosphate sans le transformer. Nous avons la ressource, le marché existe, vous avez la technologie, mais nous ne sommes pas encore arrivés à profiter de ces opportunités-là. Nous nous inscrivons dans la dynamique que le président Sisi a annoncé et le Togo répondra comme d'autres pays africains ", a lancé M. Gnassingbé.

Cette coopération économique dynamique entre pays africains, selon le président de la République togo-

laise est possible aujourd'hui parce que toutes les technologies se trouvent désormais en Afrique.

Aux termes de ces deux jours de visite, Faure Gnassingbé, grâce à sa diplomatie appréciée, a quitté le pays des Pharaons avec la signature de plusieurs accords économiques dans le domaine de l'agriculture, de la santé et de la formation.

A peine rentré-il, avec à sa suite une délégation du gouvernement, que Faure Gnassingbé a récolté les fruits d'une autre coopération entre le Togo et cette fois-ci le Japon.

Une convention de financement dont le montant s'élève à plus de 14 milliards, a été signée mercredi par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Robert Dussey, le ministre en charge de la Planification du développement Kossi Assimaïdou, et l'Ambassadeur du Japon au Togo, avec poste à Abidjan, Hiroshi Kawamura.

La modernisation et l'extension du port autonome de Lomé (PAL) avait en effet contraint les autorités à déplacer le port de pêche sur un nouveau site à Gbétchogbé. Le nouveau site sera ainsi équipé d'un bassin où les pirogues et les bateaux de pêche pourront accoster facilement, d'un quai de déchargement et d'entrepôts frigorifiques.

" L'aménagement du nouveau port de pêche permettra d'assurer un environnement où les pêcheurs, les mareyeuses, les détaillants et les transformateurs pourront continuer à travailler efficacement et en toute sécurité afin de fournir des produits halieutiques de meilleure qualité contribuant ainsi à la promotion de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté ", a déclaré lors de la cérémonie Kossi Assimaïdou.

Selon les statistiques de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), la pêche contribue à hauteur de 4% du PIB du secteur primaire Au Togo. Elle crée 22.000 emplois, avec 12 000 commerçantes et transformatrices qui y exercent, et font vivre directement ou indirectement environ 150.000 personnes.

Dès sa prise de fonction en mars 2015, le diplomate japonais, reconnaissant les efforts de développement et de diplomatie de Faure Gnassingbé, avait inscrit en lettre d'or les grands chantiers que son pays compte financer au Togo en vue du renforcement des liens d'amitié et de coopération entre les deux (2) pays.

Il s'agit du financement de la construction du pont de Kara, ce qui a été déjà fait, du projet d'aménagement du port de pêche et la promotion des services sociaux.

Kodjo Menan provisoirement libre :

Une libération qui n'est en rien liée à sa proximité avec Victoire Dogbé

Arrêté au cours du week-end pascal dans une affaire de malversations financières dans la rénovation du bâtiment de l'Etat à New York, Kodjo Menan, ancien ambassadeur du Togo aux Nations-unies a été libéré, il y a quelques jours. Champion en spéculations et en diffusion des informations sans recoupements, une certaine presse trouve déjà un bouc émissaire dans cette libération et, du coup, un doigt accusateur est pointé sur la Directrice de Cabinet du Président de la République, Madame Victoire Sidemeh Tomégah-Dogbé, que des mauvaises langues accusent d'avoir exercé des pressions sur la justice pour faire libérer ce qu'ils ont appelé dans leur imagination fertile " son proche ".

Vérité et clarté sur la libération de Kodjo Menan

Le droit nous enseigne que tout prévenu est présumé innocent jusqu'au jour où un procès établit que les faits à lui reprochés sont avérés et que condamnation s'en suive. C'est donc à partir de cet instant qu'on peut sans aucun risque d'être contredit affirmer que cette personne est coupable.

Dans le cas précis de Kodjo Menan, diplomate togolais depuis des lustres aux Nations-Unies, des enquêtes diligentées par la police judiciaire et la justice togolaise sur instigation de l'Office Togolais du Patrimoine du Togo à l'Etranger ont permis effectivement de se rendre à l'évidence que des détournements de fonds ont été opérés sur le budget alloué à la rénovation du bâtiment togolais qui devrait abriter notre ambassade au pays de Barack Obama.

Kodjo Menan étant le premier responsable de l'institution au moment des faits, même s'il est déjà rappelé au pays pour des raisons de longévité au même poste, ce contre quoi le Ministre Dussey a décidé de lutter efficacement, il n'en demeure pas moins que la première personne qui réponde de la gestion de ces fonds estimés à plus de 500 millions de nos francs soit naturellement et logiquement l'ambassadeur en poste.

Le hic dans cette affaire, le comptable de l'ambassade le sieur Dosseh qui est une pièce clé dans la gestion des fonds et détenteur de tous les justificatifs pour qu'un audit complet soit fait sur l'ensemble des travaux effectués, a dû prendre la poudre d'escampette, se reprochant visiblement certaines choses. Le comble, c'est que



Kodjo Menan



Mme Victoire Tomégah-Dogbé

le disque dur a été détruit, compliquant ainsi le travail des enquêteurs qui doivent mettre à la disposition de la justice des données fiables et incontestables.

Au moment où nous mettons sous presse, des moyens sont déployés, l'Interpol mise à contribution pour rechercher activement ce comptable indélicat. Il est donc clair comme de l'eau de roche qu'après les auditions de Kodjo Menan, en attendant que la justice mette la main sur le comptable, il était important que l'ex ambassadeur recouvre sa liberté. Voilà des raisons juridiques et inattaquables qui justifient la libération du diplomate. Maintenant, y a-t-il eu des pressions de la Directrice de Cabinet du PR pour faire libérer son proche ? Le mythe reste entier.

Les supposées pressions sur la justice montées de toutes pièces pour nuire à la réputation de Victoire Dogbé

Lorsque madame Victoire Dogbé est nommée Ministre du Développement à la base dans les années 2007, Kodjo Menan était

déjà diplomate aux Nations Unies puisqu'il y est resté 11 ans avant d'être ambassadeur pour 6 ans. Ce qui voudrait dire que, avant l'arrivée de l'actuelle Directrice de Cabinet dans l'équipe gouvernementale, le sieur Menan était déjà un haut cadre du Ministère des Affaires Etrangères et de surcroît en poste dans un pays pas des moindres, les USA. A ce titre, il ne fait l'ombre d'aucun doute que Menan soit profondément ancré dans les rouages du système avant même l'arrivée de dame Tomégah-Dogbé.

Au regard de la chronologie des occupations de postes, on n'a pas besoin d'être un devin pour comprendre que le Président de la République connaît mieux l'ex ambassadeur que la DC. Tenter aujourd'hui donc de présenter la situation comme si c'était la DC qui aurait introduit Kodjo Menan au Président Faure ressemble à une tentative de tordre le cou à la réalité.

Aujourd'hui, des informations savamment distillées dans l'opinion et dont le but visé est sûrement de ternir la réputation de la première dame directrice de cabinet de la présiden-

ce dans notre pays est que des pressions exercées sur la justice par madame victoire Dogbé ont obligées les magistrats à libérer l'ex ambassadeur. Ce qui fait tiquer toute personne imbue de bon sens, c'est que Madame Dogbé est membre de l'exécutif, elle n'en est même pas le Chef.

Comment alors peut-elle interférer dans les attributions du pouvoir judiciaire alors même que tout le monde connaît la démarcation qui existe entre le pouvoir exécutif et le judiciaire. Il aurait été bienséant pour ceux qui tentent de ventiler ces genres de propos d'élever le niveau de réflexion pour s'en rendre compte que la justice d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier et que les membres de l'exécutif même leur Chef sauf dans le cadre d'une grâce présidentielle ne pourra sortir aucun citoyen des griffes de la justice si les faits qu'on lui reproche sont avérés.

Aucun individu sur cette terre ne peut se targuer d'être blanc comme neige, cependant, il y a un minimum de moralité et d'autres qualités dont il faut se prévaloir pour occuper de si grandes et hautes fonctions de l'Etat comme être Directrice de Cabinet de la Présidence de la République. Si Victoire Dogbé est donc à ce poste, ce n'est ni un effet du hasard moins encore sur un coup de tête. Ceux qui tentent donc de faire porter le chapeau de la libération de Kodjo Menan à la DC doivent revoir leur copie.

La lutte contre la corruption et les détournements, un combat de Faure Gnassingbé et l'ensemble de son gouvernement pour le bonheur des populations

Lorsqu'au cours d'une de ses interventions Faure Gnassingbé déclarait " il y a une minorité qui s'est accaparée des richesses du pays ", ils étaient nombreux ces concitoyens qui faisaient le procès au Chef de l'Etat de passer pour être maître dans les

Suite à la page 7

G/N

Processus de décentralisation au Togo : Quand Nicolas Lawson vacille entre lucidité et léthargie intellectuelle dans ses critiques et propositions

L'engagement du Président de la République, Faure Gnassingbé d'aller au bout du processus de décentralisation entamé depuis un moment déjà, en passant par la tenue des élections locales, parce qu'ayant compris la nécessité de cette réforme pour le bien-être des Togolais, continue de faire réagir les leaders de l'opposition. Habités à être hostiles aux démarches du chef de l'Etat, quand bien même elles sont louables et appréciées du peuple.



Nicolas Lawson, président du PRR

Ainsi, après Jean-Pierre Fabre et ses amis du Combat pour l'Alternance Politique (CAP-2015), c'est au tour du président du Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR) Nicolas Lawson, de monter au créneau pour démontrer son hostilité au processus de décentralisation engagé par Faure

Gnassingbé, processus qui devra conduire jusqu'aux élections locales tant souhaitées et tant attendues.

Ne se prévalant d'aucun bord politique, ni opposition ni du pouvoir, Nicolas Lawson qui n'a pas sa langue

dans sa poche, s'en est violemment pris aux deux divisions de la vie politique togolaise, estimant qu'aucune condition n'est encore requise pour aller aux élections locales.

Soutenant ainsi donc que dans les mêmes conditions, les mêmes causes produisent les mêmes effets, Nicolas Lawson estime que " organiser ces élections ne donneront rien ", et pour cause, le cadre actuel ne s'y prête pas. Sauf que " l'homme en blanc " semble oublier que des réformes sont en cours et que le gouvernement tend la main à toute la classe politique pour un processus inclusif et participatif.

" Personne n'est contre les élections locales, mais ce qu'on recommande, c'est qu'elles soient organisées dans des conditions appropriées. Il faut

qu'il y ait une CENI (Commission électorale nationale indépendante) qui soit acceptable par tout le monde. Il faut qu'il y ait des conditions de régularité de justice. Et il faut que ceux qui organisent ces élections soient des gens honnêtes, de confiance ayant une certaine légitimité, une certaine moralité ", préconise-t-il cependant.

Cette proposition du président du PRR, le diffère nettement du reste de l'opposition, habitué à critiquer sans faire de propositions, ou à s'ériger en obstacle contre des projets, qui pourtant vont dans l'avantage du peuple qu'ils disent soutenir.

Lucide, et comprenant l'absurdité de la politique que mène l'opposition togolaise, Nicolas Lawson reste sur ses gardes et propose la formation d'un gouvernement de salut public où tous les acteurs devront s'y retrouver pour une transition politique. Il apparaît évident au vu de ceci que l'homme à la détente facile comprend que c'est main dans la main que le Togo pourra être bâti.

Ceci rejoint la vision de Faure Gnassingbé lorsqu'il disait dans son discours de vœux en début d'année, " nous avons besoin de toutes les filles et de tous les fils du Togo. Votre énergie et votre mobilisation seront décisives pour remporter les victoires de demain. Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort afin de rassembler toutes les forces vives de notre pays autour des enjeux véritables qui doivent nous mobiliser ".

Rappelant par ailleurs l'opposition à l'ordre, en leur remémorant le cours de l'histoire, Nicolas Lawson soutient que ce sont les diplomates qui ont commencé par réclamer ces élections au moment où l'opposition a adopté une attitude de léthargie et d'hébétéude, et aujourd'hui, elle saute sur l'occasion pour faire de cette réclamation la sienne.

Bien qu'avec des idées lucides quelques fois, le président du PRR est animé d'un scepticisme sans pareil. Scepticisme qui vient souvent annuler toutes les bonnes propositions qu'il a eu à faire, ainsi que sa volonté d'aider le Chef de l'Etat à atteindre certains de ses objectifs.

Sinon, comment comprendre qu'après de telles propositions, Nicolas Lawson continue en disant " ce régime n'est pas démocratique. Nous n'avons aucune confiance en ces gens-là qui nous gouvernent. Parce qu'ils tuent, gazent, fraudent à tout moment pour rester au pouvoir. Et vous voulez qu'on aille aux élections avec des gens comme ça ? Non, Pas question d'aller aux élections locales avec ses individus qui n'ont aucune légitimité ".

A croire que l'opposition toute entière est piquée par le virus de la critique vaine, et qu'elle n'a des accès de lucidité qu'un court instant, pour replonger dans la léthargie intellectuelle.

En tout cas, le train du processus de décentralisation est en marche. Ceux qui veulent contribuer à construire ce pays et à faire avancer la population vers un meilleur épanouissement, pourront y trouver de la place. Les hostiles de mauvaise foi resteront à quai.

G/N

Eligibilité du Togo au MCC :

LES POINTS FOCALX APPELÉS À JOUER LEUR PARTITION POUR UN PROCESSUS PLUS PARTICIPATIF

Après le passage sur la Terre de nos aïeux de la délégation du Millenium Challenge Corporation (MCC), avec pour objectif de constater de visu les énormes efforts et les réformes effectués par les acteurs du pays pour améliorer la croissance économique et le bien-être des populations, efforts qui ont conduit à l'éligibilité du Togo au programme seuil " THRESHOLD ", la cellule MCA-Togo a tenu à partager avec les points focaux et les membres des comités sectoriels MCA, les conclusions de cette mission du MCC, afin d'échanger ensemble sur le processus de formulation du programme " THRESHOLD ".

Ouvert mardi par le ministre en charge de la Planification et du Développement, cette rencontre a servi de cadre pour évaluer dans un premier temps ce qui a été fait comme réformes jusqu'à l'éligibilité du Togo au programme THRESHOLD, ensuite faire l'identification et l'analyse des contraintes à l'amélioration de certains secteurs, et enfin évaluer ce qui reste à faire jusqu'à l'obtention des financements dans le cadre du programme seuil.

" Après l'éligibilité nous nous sommes retrouvés ici pour faire le point, et voir ce qui reste à faire pour bénéficier des fonds, et donc pour ce faire nous avons tenu à partager avec les points focaux ce qui a été fait, et ce qui reste à faire. Le processus de formulation du programme consiste à faire l'analyse des contraintes. Il s'agit de faire avec les points focaux une sorte d'identification des contraintes qui entravent le secteur privé au Togo. Cette analyse se fera avec l'appui des analystes du MCC qui sont déjà désignés et qui seront à Lomé très prochainement ", a expliqué Johnson Ablamba Sandra, conseillère chargée de la coordination avec le MCC et partenaires.

Pour cette dernière, il importe que tout le monde, les points focaux et les acteurs des secteurs clés notamment, soient impliqués dans ce processus, afin qu'ils comprennent les véritables enjeux de cette éligibilité, prennent connaissance des étapes du processus, et jouent leur partition pour permettre à ce que les décaissements se

fassent pour la réalisation des projets.

" Nous voulons que tout le monde soit impliqué, voilà pourquoi nous avons tenu à présenter ce matin les grandes lignes de ce processus, les indicateurs, le processus d'élaboration des contraintes dans les différents secteurs, identifier les secteurs qui constituent les secteurs de contraintes, ensuite ces secteurs seront validés, et seront financés. Il est donc de bon ton d'échanger avec les points focaux et voir ce qui sera fait dans les prochains jours ", a-t-elle ajouté.

Afin de mettre une emphase sur l'importance de cette rencontre, le ministre en charge de la planification, a rappelé qu'après la prise de contact entre la délégation du MCC et les acteurs togolais, il est maintenant question que le gouvernement entreprennent l'analyse des contraintes économiques, afin d'identifier les secteurs prioritaires qui vont bénéficier de l'investissement du MCA pour lever les obstacles et promouvoir une croissance, et améliorer ensuite les conditions de vie des populations.



Stanislas Baba, Coordinateur national MCC (g) et le ministre Kossi Assimaïdou (dt)

Notre pays est certes qualifié au programme Threshold, a-t-il poursuivi, cependant, nous ne devons pas dormir sur nos lauriers. " Nous devons redoubler d'efforts pour conserver les acquis et surtout obtenir l'éligibilité au programme Compact. C'est pourquoi je nous exhorte à veiller constamment à la mise en œuvre du reste des réformes de notre plan d'action pour 2016 car le bien-être de nos populations en dépend ", a rappelé le ministre.

Il faut rappeler que l'éligibilité au programme Threshold, est le fruit des

efforts fournis par le gouvernement à travers des réformes dans les secteurs stratégiques tels que les infrastructures économiques, la lutte contre la corruption, les libertés publiques, l'amélioration de l'environnement des affaires, la modernisation de la justice, et le renforcement de la sécurité sociale. Ces réformes ont permis de valider dix (10) indicateurs sur vingt (20) avec une trajectoire claire à la hausse sur la performance globale des scores.

G/N

Politique budgétaire du Togo :

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI) PRÊTE À S'ENGAGER DAVANTAGE POUR LE PAYS

En marge des assemblées du FMI et de la Banque mondiale qui se déroulent actuellement à Washington, le ministre d'Etat, en charge de l'Economie, des Finances et de la Planification du développement, Adji Otèh Ayassor, a rencontré mercredi les responsables de la SFI (Société financière internationale).



La délégation togolaise posant avec les exoperts du FMI

Vera Songwe, la nouvelle directrice Afrique de l'Ouest et du Centre, a souligné que son institution était disposée à s'engager dans de nouveaux projets au Togo. Elle a notamment mentionné les secteurs des nouvelles technologies et du solaire, via l'initiative Scaling Solar.

Ce projet a d'abord une mission de conseil auprès des gouvernements pour leur permettre d'identifier les

meilleurs sites, leur fournir un package contractuel, leur permettre de mener à bien un processus compétitif, transparent et à même d'attirer les meilleurs investisseurs dans le solaire.

Ensuite, elle permet d'apporter des financements disponibles pour tous les soumissionnaires. Elle offre, enfin, des instruments d'assurance et de gestion du risque (politique, lié aux

devises, etc.).

Vera Songwe a également évoqué le système de partage de risques afin de permettre à certaines corporations de développer leurs activités.

Avec 1 milliard de dollars mis sur la

table chaque année, la SFI fait figure d'acteur incontournable dans le domaine des infrastructures en Afrique.

Au Togo, la SFI a financé notamment l'usine de clinker d'Heidelberg Cement et le port de transbordement opéré par Lomé Container Terminal (LCT).

Source : Republicoftogo.com

La crise au CAR, une certification de plus d'une opposition sans aucun crédit:

Me Dodzi Apévon sur les traces de Jean-Pierre Fabre ?

Voilà, depuis plus d'un mois que le Comité d'action pour le Renouveau (CAR) est rentré dans une zone de turbulence caractérisée par une guerre ouverte entre le président d'honneur du parti Me Yaovi Agboyibo et le président en exercice du parti, Me Dodzi Apévon.

Si les raisons de cette guerre demeurent encore confuses aux yeux de l'opinion, il est tout de même officiellement annoncé que l'origine de cette crise vient de la volonté de Me Agboyibo, de vouloir reprendre la tête du parti dit "parti des déshérités", en vue de préparer une succession dynastique à la tête de cette formation politique.

Comme peut le concevoir toute personne dotée de bon sens, cette idée n'a pas rencontré l'adhésion de l'actuel président du parti. Ce dernier y a opposé un refus catégorique. Ce qui a entraîné cette guerre qui a été au début de nature épistolaire, ensuite par médias interposés et ensuite à travers des déclarations ouvertes.

Le flou sur les raisons de la crise reste persistant dans la mesure où tout en faisant la guerre, Me Agboyibo déclare ne vouloir en aucun moment reprendre la tête du

parti, encore moins le préparer pour son fils.

Il a également été mis à découvert le rôle malsain joué par l'un des cadres du parti Dr James Amaglo, qui, serait en train de semer les incompréhensions entre les deux personnalités. En effet, selon les informations reçues d'une personne introduite au sein du parti, Dr James Amaglo, s'est donné pour mission de diviser le parti en créant un chaos sans précédent au sein des cadres du parti. Tout semble, au jour d'aujourd'hui, faire croire que ce monsieur a des intentions inavouées, et qu'il serait dans ce désordre, en train de mettre en œuvre son plan bien ficelé.

En tout cas, quelle que soit la raison qui est à l'origine de cette crise, il faut dire qu'aujourd'hui, les blessures semblent être trop profondes pour être guéries et que les cicatrices puissent être effacées.

Selon les informations récentes reçues, Me Dodzi Apévon serait en train de trouver de la sagesse dans la démarche de Jean-Pierre Fabre au moment de la crise ayant conduit à la scission qui est intervenue au sein de l'Union des Forces de Changement (UFC).

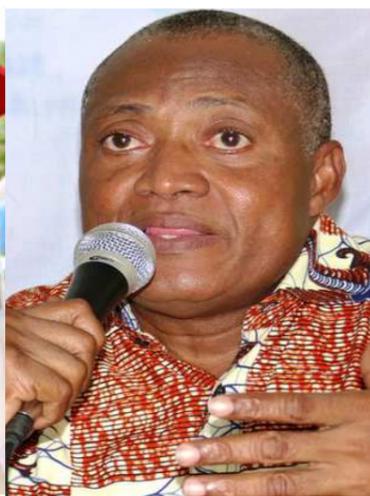
Il serait en train de créer sa prop-



Me Apévon Dodzi, Pdt du CAR

re formation politique en vue de laisser le CAR à son président fondateur. Nous n'avons pas encore le nom du nouveau parti qui devrait être le 133ème parti sur la scène ; mais nous y reviendrons.

Au summum de la crise, il a été dit par l'un des cadres du parti fidèle à Me Dodzi Apévon que, non seulement ils ne permettraient pas à Agboyibo de reprendre le parti, mais que si cela devrait arriver, ils ne leur laisseront même pas la coquille vide du parti. Mais au regard de ce qui se



Jean-Pierre Fabre, président ANC

passé, il se trouve que cette déclaration n'a été que du vent.

Aujourd'hui, les togolais se découragent de la politique, surtout celle de l'opposition qui n'est qu'un éternel recommencement des efforts sans arriver à faire bouger les lignes des objectifs qu'elle s'est fixés depuis les années 90 après l'ère de la démocratie.

Les partis politiques de l'opposition togolaise souffrent cruellement d'un manque d'organisation en leur sein et d'une absence de mobilisation

de leurs énergies pour atteindre les objectifs les plus importants.

Contrairement aux partis politiques de l'opposition des autres pays de la sous région, l'opposition togolaise s'illustre dans sa singularité d'une opposition désordonnée, avec une prédominance des intérêts particuliers (personnelles et partisans) sur les ambitions collectives du peuple togolais.

Après l'élection présidentielle de 2015, la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles qui ont dominé les débats, et que certains partis comme le CAR et l'ADDI ont brandies comme une condition incontournable à réaliser avant la tenue ou la participation de l'opposition à cette élection, est aujourd'hui reléguée au dernier plan des soucis des partis de l'opposition.

Cette façon de se comporter fait que la communauté internationale ne trouve aucun crédit en cette opposition.

Ce nouveau parti de Me Apévon est-il une solution en soi, où une façon de se trouver une place sous le soleil dans un contexte de vie difficile ?

Dans tous les cas, les jours à venir nous situeront.

Armand

La politique monétaire ouest africaine et les défis de l'heure:

Plus de 3 000 milliards de FCFA, de réserves monétaires au trésor français sur les 6300 milliards pour la zone Franc A l'évidence, Kako Nubukpo reste incompris des siens

Les réflexions sur les politiques de développement demeurent un enjeu capital au centre des débats actuels. Loin d'être des réflexions abstraites, et philosophiques, elles analysent les politiques en vigueur. Si pour certains, il faut accroître les dépenses d'investissement en augmentant la pression fiscale, comme cela se passe au Togo actuellement, pour d'autres, il faut assainir la gouvernance du pays à travers les finances publiques. Cependant, l'option pourtant crédible, qui semble ne pas être envisagée dans le sens d'une révolution, demeure la politique monétaire menée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BECEAO).

En effet, selon une sagesse française, une seule hirondelle ne fait pas le printemps. Et pourtant, c'est ce qui semble se passer avec le professeur Kako Nubukpo, ancien ministre togolais de la Prospective et de l'évaluation des Politiques publiques, qui, à lui seul, semble faire le printemps de la lutte contre les effets négatifs du Franc CFA sur le développement des pays de l'Afrique de l'ouest en particulier.

Plusieurs raisons expliquent son combat pour une révision de la politique monétaire entretenue par la BECEAO, visant, selon l'institution, à maintenir une stabilité monétaire. Ce qui, pour eux, est un moyen utile pour lutter contre l'inflation, tout en préservant la valeur de la richesse interne et externe à la région.

Ceci semble convaincre l'opinion jusqu'au moment où l'on réalise que ce que l'usage de cette monnaie nous coûte est une raison réelle de notre sous développement.

Un taux de couverture de 110% auprès du Trésor français



Prof Kako Nubukpo, économiste

En effet, le rapport 2005 de la zone Franc indique que le montant record des réserves détenues par les banques centrales de la zone Franc auprès du Trésor français est de 6 300 milliards de FCFA.

Pour la seule BECEAO, les réserves représentent plus de 3 000 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de l'émission monétaire supérieur à 110 %. Il convient de noter que les conventions du "compte d'opérations" qui lient la BECEAO et le Trésor français n'exigent qu'un taux de couverture de l'émission monétaire de 20%.

La BECEAO se prive donc volontairement, avec au minimum l'accord tacite du Trésor français, de moyens financiers conséquents potentiellement utiles à la croissance au sein de l'UEMOA et privilégie la détention de réserves de changes excessives, dont l'intérêt le plus visible est l'amélioration de sa trésorerie du fait de la rémunération de ses dépôts.

Certains économistes ont utilisé la théorie de la bureaucratie pour ten-

ter d'expliquer la rationalité d'un tel comportement : les autorités monétaires de l'UEMOA seraient plus intéressées par le maintien de leurs privilèges personnels que par la maximisation du bien-être collectif, dans un contexte d'absence de contrôle réel de la gestion de la BECEAO, illustré par un déficit manifeste d'audit externe, heureusement réparé en 2005-2006, à la demande pressante des chefs d'Etat du Sénégal et du Niger.

La servitude volontaire de la BECEAO

L'inefficacité externe de la politique monétaire de la BECEAO renvoie à l'inadéquation entre l'architecture institutionnelle de la zone UEMOA (rattachement du franc CFA à l'Euro avec un taux de change fixe) et les objectifs de toute politique économique en union économique et monétaire (vocation contra cyclique, réponse aux chocs asymétriques, nécessité de convergence des écono-

mies).

En effet, comme on l'a vu plus haut, dans un contexte de mobilité des capitaux et de taux de change fixe, tout rattachement d'une "petite" économie à une zone ancrée, lui fait perdre l'autonomie de sa politique monétaire.

Ainsi les dirigeants de la BCEAO sont conduits à imiter les mouvements des taux directeurs de la BCE même lorsque le cycle économique au sein de l'UEMOA ne le justifie pas. Au mieux, une telle politique est inefficace, au pire, elle est nuisible.

On a pu le constater au premier semestre de l'année 2000, lorsque la BCEAO, obligée d'augmenter ses taux directeurs pour suivre la hausse effectuée par la BCE pour des raisons internes à la zone Euro, a dû publier un communiqué demandant aux banques primaires de l'UEMOA de ne pas répercuter une telle hausse sur leurs taux débiteurs.

L'apparente schizophrénie des autorités monétaires de l'UEMOA s'éclaire singulièrement lorsqu'on adopte le cadre explicatif de la prééminence d'une logique d'extraversion : la libéralisation du système financier et l'adoption de standards internationaux de gestion monétaire s'effectuent autant pour se plier aux injonctions des institutions de Bretton Woods (1989 puis 1994) que pour s'enorgueillir d'être une zone monétaire "crédible", alors même que les conditions de l'environnement ne sont pas réunies.

Pour palier les conséquences désastreuses d'une libéralisation financière mal préparée, tous les subterfuges sont autorisés. On en veut pour illustration la persistance du "programme monétaire". En effet, avant la libéralisation du système financier, l'encadrement du crédit bancaire

dans l'UEMOA exigeait que la BCEAO attribue à chaque pays un volume prévisionnel de crédit à octroyer par le système bancaire dudit pays à son économie au cours d'une année donnée.

Cet exercice était effectué tous les mois de novembre lors d'une réunion appelée "programme monétaire", qui consacrait à juste titre une gestion par les quantités (volume de crédit alloué aux différents systèmes bancaires nationaux) dans un contexte où les prix (taux d'intérêt) n'avaient que peu de portée.

Or, du fait du constat de l'échec patent de la libéralisation financière, les réunions de "programme monétaire" se poursuivent et continuent d'attribuer des volumes de liquidités à accorder par les systèmes bancaires nationaux à leurs économies.

On se retrouve donc dans un système où la gestion par les prix (taux d'intérêt) est théoriquement chargée de réguler le volume des liquidités bancaires, mais où en réalité, l'ancien système d'encadrement du crédit perdure.

Le paradoxe est saisissant, qui voit des autorités monétaires afficher leur libéralisme, et fixer à la fois les prix et les quantités. Cet héritage monétaire issu de la période coloniale est conservé en l'état par les dirigeants africains des pays de la zone Franc. Ces derniers privilégient la supériorité de la légitimité internationale sur la légitimité interne en termes de normes, d'idées, de règles jugées "bonnes", "justes" ou "légitimes".

Cette hiérarchie est lourde de conséquences et a conduit certains économistes à demander aux pouvoirs publics africains de sortir de la "répression monétaire" ou du "piège monétaire".

Armand

Le compte à rebours des élections locales enclenché : L'ANC critique, le CAR divisé et les autres partis de l'opposition dans un profond sommeil

FAURE GNASSINGBÉ AVANCE

Il y a quelques semaines, le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, rencontrait les têtes couronnées, gardiens des us et coutumes pour leur faire part de la bonne nouvelle. Cette bonne nouvelle qui consiste au lancement effectif du processus des préparatifs pour la tenue des élections locales tant attendues et réclamées, non seulement, par les acteurs politiques, les représentations diplomatiques, les acteurs de la société civile, mais aussi par la commission vérité Justice Réconciliation, qui l'a inscrit comme l'une des recommandations importantes visant à contribuer à la réconciliation.



Faure Gnassingbé

A cette rencontre, le Chef de l'Etat a reconnu solennellement, à son tour, l'importance de ces élections, et a indiqué que le moment est arrivé par que le Togo sorte de cette singularité qui consiste à être le seul pays de la

sous région où la décentralisation n'est pas encore effective. Dans un élan patriotique, Faure Gnassingbé a invité les chefs traditionnels à s'impliquer davantage dans le processus de décentralisation dont la mise en

œuvre a débuté par la disponibilité de la feuille de route produite par le comité technique. Ce fut l'occasion pour le président en exercice du parti Union pour la République (UNIR) de leur rappeler que les regroupements



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

des cantons en vue de constituer les communes ne peuvent pas totalement satisfaire tout le monde mais qu'à la fin, c'est le Togo qui gagnera.

En quoi cette action est déplacée et susceptible de critiques ? Cette question mérite d'être posée dans la mesure où, le président du parti l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), avec ses amis organisés dans le CAP2015, au lendemain de cette initiative appréciée



Me Paul Dodzi Apévon, pdt du CAR

par la plupart des acteurs de la société civile, ont organisé une conférence de presse pour fustiger l'action du Chef de l'Etat.

Selon l'associée de Jean-Pierre Fabre, Madame Brigitte Adjmagbo, Secrétaire général de la Convergence Démocratique des Peuples Africains (CDPA), les personnes cibles auxquelles le Chef de l'Etat devrait s'adresser sont les partis politiques. Mais comme l'on sait que les responsables de ce parti ne voient jamais rien de bien dans tout ce qui se fait par le Gouvernement, cette sortie en soi ne surprend pas, mais c'est plutôt le contenu de la communication qui voudrait faire croire à l'opinion que les chefs traditionnels sont des acteurs de second plan.

De quel parti politique voudraient-ils parler en réalité ? Voilà une autre interrogation qui s'impose. Elle s'impose dans la mesure où à l'heure actuelle, aucun parti politique ne se présente en état de pouvoir même discuter de la décentralisation car occupés à d'autres problèmes personnels.

Le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), aujourd'hui est préoccupé par la crise interne, née depuis quelques semaines et qui semble le mener directement vers son implosion.

L'Union des Forces de Changement (UFC), ne semble pas être sortie de sa convalescence après les crises successives qui ont parsemé les dernières actualités de ce parti. Une convalescence qui s'apparente à un profond sommeil.

L'ANC qui, avant l'élection présidentielle d'avril 2015, a promis à la population de ne pas prendre part à l'élection, si les réformes politiques n'ont pas été faites, et qui, à la dernière minute, s'est désavouée en laissant la population dans une confusion sans précédente et qui, aujourd'hui, a perdu toute crédibilité aux yeux de la population qu'elle n'arrive plus à mobiliser. Elle s'inscrit dans une logique de critique aveugle de tous les actions du gouvernement pour se refaire une santé politique qui peine à se faire.

Et les autres partis politiques qui sont quasiment inexistantes sur la scène politique.

Face à ce décor, en quoi l'opposition, de toute évidence, pourra apporter quelque chose de bon à la population ?

Ce qui est sûr, au moment où les partis de l'opposition se cherchent encore, le parti au pouvoir met les bouchées doubles pour pénétrer les zones reculées et forme les cadres et militants de leur partis sur les mécanismes de la décentralisation.

A la fin de ce processus, après les élections locales, les partis de l'opposition vont encore crier que les élections n'ont pas été transparentes.

Armand

Miss Togo 2015 : Gaëlle Akou Yayra Adzoh poursuit son œuvre visant à sortir les femmes de la " tutelle des hommes "

Détenrice de la couronne de la plus belle fille du Togo depuis Sept (7) mois et demi maintenant, Mlle Gaëlle Akou Yayra Adzoh, Miss Togo 2015, a présenté à la presse en fin de semaine dernière, le bilan à mi-parcours de son mandat, au cours d'un petit déjeuner de presse pendant lequel l'édition 2016 de miss Togo a été également lancée.

Initiative du Comité National Miss Togo, cette rencontre est une première du genre, et constitue la première innovation de l'édition 2016 de miss Togo dont la finale est prévue pour le 27 août prochain, après un casting qui permettra de sélectionner les vingt meilleures candidatures enregistrées sur toute l'étendue du territoire.

Très engagée pour accomplir des œuvres sociales à travers un projet dénommé " entrepreneuriat des femmes démunies ", la Miss Togo 2015 a sillonné une bonne partie du territoire nationale afin de faire des dons à des associations de femmes, et à des orphelinats.

Dans ce cadre, dix (10) groupements féminins ont bénéficié chacun d'un chèque de deux (2) millions de francs, à raison de deux (2) groupements par région. Par ailleurs, un orphelinat de la préfecture du Zio a reçu des dons de la part de la miss. Quant au village de Kpomé Akadjamé, c'est la réhabilitation d'une mini-adduction d'eau potable qui a marqué l'engagement social de Mlle Gaëlle Akou Yayra Adzoh.

Partagée entre les engagements d'une miss, et sa vie étudiante, Mlle Gaëlle Akou Yayra Adzoh a effectué dans ce qu'il est convenu d'appeler la première partie de son mandat, des voyages à l'international, ce qui l'a conduite à l'Ambassade du Togo en France, au salon mondial du tourisme Top à Paris et au Conseil départemental de la Somme entre autres.

A la rencontre avec la presse, la miss Togo 2015 a insisté sur la situation des femmes au Togo, ce qui traduit son engagement à soutenir la cause des femmes qui ont déjà entre-



La table d'honneur lors de la conférence d'presse

pris de travailler elles-mêmes pour " sortir de la tutelle des hommes ".

" Nous devons sortir de la tutelle des hommes. Nous ne pouvons y parvenir que si nous travaillons ", a-t-elle indiqué tout en ajoutant que la remise de chèques aux groupements féminins va se poursuivre dans la seconde partie de son mandat qui a commencé cette semaine avec des déplacements à Notsè et à Bassar.

Cette dernière n'entend cependant pas limiter ces actions seulement dans la durée de son mandat, mais à

continuer d'œuvrer pour que les femmes togolaises atteignent l'autonomie financière. C'est ce qui explique d'ailleurs son attachement au ministre du Développement à la Base Tomégah-Dogbé, également engagé pour l'autonomisation financière des femmes à travers différentes initiatives, notamment le FNFI.

Le président du comité national Miss Togo Mr Gaspard Baka, s'est également prononcé sur ses relations avec son sponsor officiel, la société de téléphonie mobile Moov-Togo,

détenue depuis quelques temps par le groupe Maroc Telecom.

" Il n'y a jamais eu vraiment de brouille entre Moov-Togo et le comité Miss Togo. La nouvelle équipe dirigeante de cette société qui est l'une des cinq gros sponsors de cette initiative a voulu savoir exactement de quoi il s'agit. C'est tout à fait normal puisqu'il s'agit d'une affaire de gros sous et nous avons donc rediscuté les contours, les tenants et les aboutissants. La belle aventure entre Moov-Togo et le comité Miss Togo continue ", a déclaré M. Baka.

Pour l'édition 2016, les dépôts de candidatures sont ouvertes et se poursuivent jusqu'en fin juin auprès des délégués régionaux de toutes les régions. La date et lieu du casting seront communiqués, pour que tout soit fin prêt pour la 22ème édition du 27 août 2016.

Tenu pour la première fois au Togo en 1994, le concours Miss Togo est dorénavant rentré dans les habitudes de la population qui lui réserve un intérêt particulier.

G/N

Programme de récompense au sein de la filière cotonnière : UNE STRATÉGIE QUI GARANTIE UNE PRODUCTION DURABLE DE " L'OR BLANC " AU TOGO

La filière cotonnière dans sa dynamique de redynamisation du secteur a adopté depuis février 2013 un programme visant à récompenser des producteurs de coton et des techniciens afin de les exhorter d'avantage à la culture du coton et à une production inscrite dans la durabilité. Ainsi, la Direction Générale de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT), conjointement avec la Fédération Nationale des Groupements et Producteurs de Coton (FNGPC), a conduit un programme qui témoigne des efforts qui se font dans le secteur et qui a pris fin lors du Forum National du Paysan Togolais. Quelle est l'impact de ce programme sur la filière cotonnière au Togo ?

En effet, il faut relever que les cri-



Le coton togolais ou "L'or blanc"

tères de sélection retenus boostent et valorisent ledit secteur. L'évidence se précise lorsqu'on se réfère à ces cri-

tères, puisqu'il s'agit de l'amélioration des rendements aux champs, la

Suite à la page 7

Promouvoir la transformation des produits agricoles: LE PASA REND POSSIBLE L'INSTALLATION DE LA "VITRINE DU PRODUIT DU TERROIR"

Ces dernières années, grâce à la mise en œuvre du Programme National d'investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), l'agriculture togolaise a connu un développement considérable. Ayant conscience qu'il est désormais question de mettre le secteur agricole sur la transformation agro-industrielle, des initiatives tendant à promouvoir les produits locaux se prennent ici et là. C'est à cet effet que le projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA), une variante du PNIASA a accordé une subvention à la Coopérative des transformateurs des produits du Terroir (COTPAT), pour la mise en place de vitrine d'exposition et vente des produits du terroir, d'abord à Lomé et ensuite à Kara le 08 avril dernier.

Il se remarque qu'en dépit de la parfaite santé actuelle de l'agriculture togolaise, les producteurs agricoles et les femmes rurales sont confrontés au problème de débouchés dans la commercialisation des produits.

Face à cette situation, la transformation alimentaire constitue le moyen de réduire les pertes après les récoltes, et l'allongement des durées de conservation des produits. Après



Des produits agricoles transformés, exposés

celle de Lomé " la vitrine produits du terroir " installé à Kara s'explique donc par la forte demande des consommateurs à l'intérieur du pays. A travers son installation, elle porte sur elle la promotion et la vente de produits agricoles transformés localement.

Ainsi, seront disponibles les farines enrichies, les huiles, du miel, des compléments alimentaires, du sirop et des jus de fruits naturels, biscuits et cacao-houètes. Cette vitrine, veut permettre aux entreprises et coopératives membres d'écouler leurs produits, de transformer et d'accroître leur chiffre d'affaires, rendre les produits transformés localement plus visibles. Il sera aussi question d'accompagner

les déposants à améliorer la présentation de leurs produits, et de servir de porte d'entrée des produits locaux sur le marché sous-régional et international.

Pour un fonctionnement plus professionnel de la vitrine, une organisation administrative sera mise en place pour assurer une parfaite exécution des tâches, composée de personnels dont les rôles seront spécifiés.

Après l'étape de Lomé et de Kara, la prochaine destination serait l'installation dans un avenir proche d'une autre agence de la vitrine dans la région des savanes précisément dans la ville de Dapaong.

Moudjib Falana

Sport/ Enseignement supérieur :

L'édition 2016 des Championnats Universitaires lancé ce mercredi à Lomé

Les premières autorités Universitaires ont procédé le mercredi 13 avril dernier, en présence des représentants du ministre Chargé de l'Enseignement supérieur, et devant une communauté étudiante des grands jours, au lancement officiel de l'édition 2016 des Championnats Universitaires de sport.

Selon Chris Dackey responsable de la section sport de l'université de Lomé, l'objectif de ces jeux, est non seulement de rapprocher et fédérer les étudiants, mais aussi de permettre un brassage entre la communauté étudiante.

Prévus pour se dérouler du 13 avril au 13 mai, ces jeux universitaires



Des étudiants basketeurs

présentent un programme où sont inscrits plusieurs disciplines, notamment le football, le Basket, le volleyball, le Tennis, le Tennis de table, le Taekwondo, le Handball et enfin l'athlétisme.

Les hostilités ont démarré tambours battant et pour plusieurs

semaines, ces compétitions Universitaires seront le centre des attentions. Lors de la cérémonie Inaugurale, les équipes engagées ont participé à un défilé devant les autorités universitaires. Les Toutes premières rencontres ont tenu leurs promesses.

En football, la Faculté des Sciences Economiques et de gestion est venue à bout de son homologue de la Faculté des lettres, des langues et Arts.

Il faut souligner que ces jeux universitaires regroupent également les écoles et Instituts de Brevet de Techniciens Supérieur du Pays.

Moudjib Falana

Programme de récompense au sein de la filière cotonnière :

UNE STRATÉGIE QUI GARANTIE UNE PRODUCTION DURABLE DE " L'OR BLANC " AU TOGO

Suite de la page 6

préservation de la qualité du coton, le niveau de production, la solvabilité.

Lorsqu'on sait qu'il ya de cela plusieurs années, la filière cotonnière avait connu une chute des initiatives d'incitation à une production massive et de qualité comme celle-ci, viennent donc à point nommé pour réaliser des performances qualitatives et quantitatives de façon durables.

Il convient de souligner que des orientations ou initiatives de cette nature ne favorisera que l'essor avéré du coton dans le temps. Et lorsque le coton connaît un essor, il faut relever qu'elle se caractérise par

une production abondante qui participe grâce à la mise en place d'entreprises ou de structures locales, la création ou la génération d'emploi.

Objectivement, il faut souligner que la NSTC et la FNGPC s'inscrivent dans le rôle de la promotion de la culture cotonnière cela s'est expliqué par une large diffusion auprès des producteurs et techniciens au mois de juin 2014, au moment du lancement de la campagne cotonnière 2014-2015.

Il faut retenir de tous ce qui précède que le programme récompense des producteurs de coton et des techniciens, au titre de la Campagne

2014-2015 et prend en compte plusieurs catégories :

Il s'agit de la fidélité au coton, des meilleurs producteurs et productrices de coton par région, meilleurs agents technico-commerciaux (ATC) par région, meilleurs coordonnateurs préfectoraux Actions Coton, meilleurs conseillers en gestion des préfectures au plan national, meilleurs producteurs de coton par préfecture, meilleures productrices de coton par préfecture, meilleurs Groupements de producteurs de coton par préfecture.

Moudjib Falana

Amélioration du climat des affaires : Le Togo " bon élève ", reçoit une mission du Doing Business à partir du 18 avril

Une mission du Doing Business, institution qui reconnaît et classe les pays en fonction de leurs efforts pour l'amélioration du climat des affaires et du développement économique, séjournera au Togo à partir du 18 avril prochain, afin d'évaluer les avancées faites par le gouvernement togolais, en vue d'offrir un cadre propice pour la croissance et le bien-être économique de la population.



Selom Komi Klassou, Chef du Gouvernement

d'accès au crédit.

Il faut par ailleurs noter l'amélioration apportée en vue de réduire le délai de paiement des impôts.

Il est désormais offert aux contribuables la possibilité de recourir au paiement par virement bancaire, ce via le compte de la BCEAO ; de payer les impôts dans les guichets des banques installés au sein des commissariats des impôts ; de télécharger en ligne les formulaires et bordereaux de déclaration des impôts afin d'effectuer les formalités dans de meilleurs délais ; et de dénoncer les actes de corruption à travers un numéro vert mis en place, à cet effet.

Autre innovation, c'est la protection des investisseurs, avec la possibilité offerte aux parties à un procès par le code de procédure civile d'échanger des pièces, ceci sur la base du principe du contradictoire. En d'autres termes, les parties au procès peuvent demander la production de catégories de documents auprès de la partie adverse sans besoin d'identification d'un document précis ; interroger directement (oralement ou par écrit) la partie adverse ou les témoins pendant l'audience.

Toutes ces réformes font du Togo un bon élève en ce qui concerne l'amélioration du climat des affaires dans le pays. Il n'y a que les de mauvaise foi qui ne veulent pas reconnaître les efforts et les avancées significatives de Faure Gnassingbé et son gouvernement.

G/N

Kodjo Menan provisoirement libre :

Une libération qui n'est en rien liée à sa proximité avec Victoire Dogbé

Suite de la page 3

dénonciations sans pour autant trouver des solutions durables aux phénomènes qu'il dénonce. Quelques années plus tard, joignant l'acte à la parole, le Président de la République a commencé par resserrer l'étau autour des pilliers de la République.

Ce combat, il ne peut pas le réussir s'il n'a pas l'accompagnement de ses collaborateurs parmi lesquels la Directrice de Cabinet qui en quelque sortes est la personnalité administrativement parlant la plus proche de lui, qui connaît la pertinence des différents chantiers qu'ouvre Faure Gnassingbé.

Il serait donc superfétatoire de penser que des collaborateurs de la trempe d'une Directrice de Cabinet, acceptent de saper les efforts de salubrité publique entamés par le Chef de l'Etat sans qu'elle ne subisse les réprimandes ou des sanctions de la part du PR.

A la lumière de ce qui précède, il

convient de souligner et d'insister sur le fait qu'un détenu peut faire l'objet de libération provisoire si la justice le juge nécessaire, sans qu'une quelconque pression ne vienne l'en obliger.

Ensuite les togolais doivent faire confiance au Président de la République qui a décidé d'imprimer une nouvelle dynamique aux différents secteurs de l'administration afin que des méthodes rétrogrades qui tirent notre pays du bas-côté du développement s'estompent et cela passe forcément par l'accompagnement de tous les Ministres et proches collaborateurs du Présidents, qui ne peuvent en aucun cas être en marge de la marche pour la lutte contre les détournements sans laquelle les clivages observés entre togolais seront toujours criards et tous les efforts pour hisser le Togo au rang des pays modèles seront vains.

Kpélaflia Biva

Communiqué de presse



DIFFICULTES D'ACHATS DES FORFAITS INTERNET PAR LE CODE *104#

Lomé, le 07 avril 2016- Dans la journée du jeudi 31 mars, un incident s'est produit sur nos plateformes techniques rendant indisponible les achats de forfaits internet par le code *104#.

TOGO CELLULAIRE vous informe que le service d'achats de forfaits par le code *104# est de nouveau opérationnel.

La Direction Générale présente toutes ses excuses pour les désagréments causés et rassure sa clientèle que les équipes techniques sont toujours à pied d'œuvre pour un retour à la normal dans les plus brefs délais.

TOGO CELLULAIRE vous remercie pour votre compréhension et vous témoigne une fois encore toute sa reconnaissance pour votre fidélité.

Pour obtenir plus d'informations : togocel@togocel.tg ou appelez le 888.

Vous pouvez aussi accéder à notre page Facebook : www.facebook.com/Togocel

Ou à notre site web : www.togocel.tg

Contact presse : Mlle OURO SAMA Djawadatou : 92277170.

TOGO CELLULAIRE est une société d'Etat à caractère commercial de droit privé créée le 18 février 1998 pour répondre au souci permanent du gouvernement Togolais de diversifier et de développer le secteur des télécommunications. Filiale de TOGO TELECOM, elle a démarré ses activités commerciales le 1^{er} Juillet 1998. TOGO CELLULAIRE s'est depuis lors positionnée en leader dans le secteur des télécommunications au Togo.

Elle s'évertue en 18 ans d'existence à prouver et à légitimer ce leadership. Son actuel Directeur Général est M. Afloh ATCHA-DEDJI.

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication:

Sama T. DJOBO

(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:

Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand ATTISSO
Moudjib FALANA
Gaël N.
Kékéli (Stagiaire)
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :

AGBERE Takira

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.500 exemplaires